

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 2/2016

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Aliments

- 1° Obligation alimentaire entre parents – Bénéficiaires – Débiteurs – Etendue – Conditions d’octroi – Besoin – Impossibilité d’assurer sa propre subsistance – Causes du dénuement non imputables au créancier – Fautes antérieurement commises - Pertinence (non) – C. civ., art 205 et 206. 616
- 2° Obligation alimentaire entre parents – Créancier unique - Pluralité de débiteurs – Obligation simultanée – Indivisibilité (non) – Solidarité (non) - Droit de poursuite individuel pour le tout – Limite – Ressources du débiteur - C. civ., art 205, 206 et 208. 616
- 3° Obligation alimentaire entre parents – Pluralité de débiteurs – Recours contributoire – Condition – Paiement supérieur à la part contributive – Fondement – Subrogation légale - C. civ., art 205, 206, 208 et 1251, 3°. 616

Assurances

- Responsabilité civile – Contrat d’assurance – Clause comportant une énumération de dommages exclus – Interprétation stricte – Application – C. civ., art. 1156. 579

Concurrence déloyale

- Acte contraire aux usages honnêtes en matière commerciale – Démarchage de clientèle – Procédés déloyaux – Preuve – Loi du 30 juillet 2002, art. 14. 548

Contrats, conventions et obligations

- 1° Exécution de bonne foi – Devoir de loyauté – Contrat de travail – Obligation de non-concurrence – Contrat d’agent d’assurances – Mandat d’intérêt commun – Exécution du contrat – Obligation de non-concurrence de plein droit réciproque – C. civ., art. 1134, al. 3. 548
- 2° Contrat à terme – Définition – Conditions fixées le jour de la conclusion du contrat – Exécution du contrat différée – C. civ., art. 1134. 559
- 3° Contrat à terme – Contrat à terme ferme – Contrat à terme conditionnel – Distinction – Conclusion définitive du contrat différée – C. civ., art. 1134. 559

- 4° Contrat à terme – Perte de la chose – Droit réel sous-jacent – Principe – Autonomie par rapport au contrat – Marché de gré à gré – Modalités d’ajustement à convenir – Absence de stipulation – Substitution d’une nouvelle référence par le juge – C. civ., art. 1134 et 1302. 559

Droit international privé

- 1° Filiation – Enfant né à l’étranger d’une gestation pour autrui – Reconnaissance des effets de la filiation en droit interne – Intérêt supérieur de l’enfant – C. civ., art. 334 – CEDH, art. 8. 599
- 2° Conflit de lois – Conformité de la loi étrangère à l’ordre public interne – Loi refusant l’adoption – Loi violant l’ordre public interne (non) – C. civ., art. 370. 599
- 3° Contrôle de la conformité de la loi étrangère à une convention internationale – Compétence des juridictions internes – Const., art. 37 et 95. 599
- 4° Conflit de lois – Filiation – Action en contestation d’une filiation naturelle – Loi applicable – Loi nationale de l’enfant au moment de l’introduction de la demande en justice – Difficulté résultant de la double nationalité attribuée par le pays dont la juridiction saisie relève et étrangère – Application de la loi du for – C. civ., art. 339. 636

Filiation

- 1° Action en contestation de paternité légitime – Loi applicable – Loi régissant les effets du mariage – Loi nationale commune des père et mère – Loi du domicile commun des père et mère – C. civ, art. 312. 611
- 2° Action en désaveu de paternité légitime – Prescription semestrielle (non) – Admissibilité de l’action – C. civ., art. 312 et 316. 611
- 3° Action en désaveu de paternité légitime – Preuves admissibles – Expertise – Conditions – Absence de liens avec l’enfant depuis la séparation de la mère – Préalable insuffisant – Accord au sujet d’une expertise génétique (non) – C. civ., art. 312, al. 2. 611

Jugement étranger

Mesure d’investigation patrimoniale – Exequatur – Règlement 44/2001 (Bruxelles I) – Appel – Tiers à l’ordonnance d’exequatur – Recevabilité (non) – Avocat – Secret professionnel – Règlement 44/2001 (Bruxelles I), art. 43. – **Note de Gilles Cuniberti, professeur à l’Université du Luxembourg et de Roger Tafotie, avocat** 538

Procédure civile et commerciale

- 1° Saisie-contrefaçon – Référé-rétractation – Rôle du juge – Réexamen contradictoire des conditions d’octroi de la saisie-contrefaçon – Condition de la rétractation – Circonstances nouvelles – Notion – Contestation de la validité de la saisie (non) – Mise en cause de la validité de la marque ou de sa contrefaçon (non) – Fait inconnu des parties et ayant une incidence sur la décision – Loi du 22 mai 2009, art. 23 (6). 572

2° Requête civile – Forme – Assignation — Omission – Nullité – Exigence d’un texte (non) – NCPC, art. 617 al. 6, et 264 al. 2. 607

Procédure pénale

1° Cassation – Recevabilité – Décisions préparatoires et d’instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – Décision définitive quant à l’action civile – Notion – Application – Décision déclarant irrecevable une demande en annulation de plaintes avec constitution de partie civile – C. instr. crim., art. 416. 535

2° Cassation – Recevabilité – Droits de l’homme – Décisions préparatoires et d’instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – But – Prévention des recours dilatoires – Absence de recours effectif en cas de violation des droits de la défense (non) – Motif – Pourvoi différé permettant de provoquer l’annulation de l’ensemble de la procédure subséquente à la décision cassée – CEDH, art. 6 et 13 – C. instr. crim., art. 416. 535

3° Cassation – Recevabilité – Droits de l’homme – Décisions préparatoires et d’instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – Exception – Excès de pouvoir – Portée – Transgression par le juge compétent d’une règle d’ordre public circonscrivant son autorité – Insuffisance de la simple violation de la loi, même de la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales – CEDH, art. 6 et 13 – C. instr. crim., art. 416. 535

Responsabilité civile

Responsabilité délictuelle – Sociétés commerciales – Organes sociaux – Faute délictuelle – Coexistence des responsabilités de la société et de l’organe – C. civ., art.1382. 627

Sociétés commerciales

1° Société anonyme – Responsabilité des administrateurs – «Actio mandati» – Exercice par la société – Libre appréciation – Exigence – Délibération de l’assemblée générale – Loi du 10 août 1915, art. 59 et 63. 624

2° Assemblée générale – Règles relatives aux formes de convocation – Sanction – Nullité – Exception – Présence à l’assemblée – Convocation par courrier électronique – Renonciation – Loi du 10 août 1915, art. 67, 70 et 196. 627

3° Assemblée générale – Abus de majorité – Définition – Loi du 10 août 1915, art. 67 et 195. 627

4° Responsabilité des organes envers les tiers – Conditions – Violation de la loi ou des statuts – Préjudice propre – Appréciation de la faute – Loi du 10 août 1915, art. 59 al.2 et 192. 627

Taxe sur la valeur ajoutée

1° Accès des agents chargés d’un contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée aux locaux professionnels d’un assujetti – Droits de l’Homme - Violation du droit au respect du domicile ou du droit au respect de la vie privée (non) – Loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, art. 71 – Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 8. 585

2° Accès des agents chargés d'un contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée aux locaux professionnels d'un assujetti – Droits fondamentaux – Application du principe de l'inviolabilité du domicile (non) – Loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, art. 71 – Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, art. 7.

585